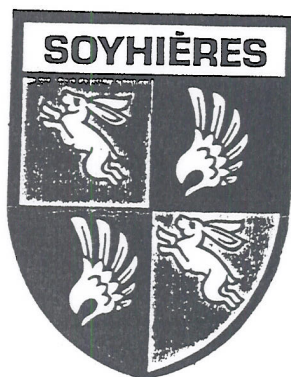


COMMUNE MUNICIPALE

DE

SOYHIÈRES



REGLEMENT COMMUNAL SUR
LES EMOLUMENTS ADMINISTRATIFS
EN MATIERE DE POLICE
DES CONSTRUCTIONS

Soyhières, le 05 mars 1996

REGLEMENT COMMUNAL SUR LES EMOLUMENTS ADMINSTRATIFS EN MATIERE DE POLICE DES CONSTRUCTIONS

L'assemblée communale de Soyhières

- vu les dispositions de l'article 2 de la loi cantonale sur les communes du 9 novembre 1978 (RSJU 190.11),
- vu les articles 53 et 54 du décret concernant le permis de construire du 11 décembre 1992 (RSJU 701.51),
- vu les dispositions de l'article 14, alinéa 1, du règlement d'organisation de la commune municipale de Soyhières du 20 décembre 1985,

a r r ê t e

le règlement suivant sur le tarif des émoluments administratifs en matière de police des constructions :

1. Requête en procédure simplifiée (petit permis de construire)

Coût de construction	de fr.	à fr.	Emolument fr.
	1,-	9'999,-	30,-
	10'000,-	14'999,-	40,-
	15'000,-	29'999,-	50,-
	30'000,-	44'999,-	60,-
	45'000,-	59'999,-	70,-
	60'000,-	74'999,-	80,-
	75'000,-	89'999,-	90,-
	90'000,-	100'000,-	100,-

2. Examens de dossier en procédure ordinaire (grand permis de construire)

Coût de construction	de fr.	à fr.	Emolument fr.
	en-dessous de	100'000,-	80,-
	100'001,-	199'999,-	115,-
	200'000,-	299'999,-	130,-
	300'000,-	399'999,-	145,-
	400'000,-	499'999,-	160,-
	500'000,-	599'999,-	175,-
	600'000,-	699'999,-	190,-
	700'000,-	799'999,-	205,-
	800'000,-	899'999,-	220,-
	900'000,-	999'999,-	235,-
	1'000'000,-	1'249'999,-	255,-
	en dessus de	1'250'000,-	300,-

3. Emoluments spéciaux supplémentaires aux chapitres 1 et 2

	Emolument fr.
Etude d'un plan spécial non prescrit par le plan de zones en vigueur	500,-
Examen de dérogation(s), par dérogation requise	50,-
Autorisation provisoire (art. 27 LCAT, par année accordée	50,--
Modification du projet (art. 46 DPC)	50,--
Taxe pour frais administratifs	selon frais effectifs
Frais de publication	selon frais effectifs
Frais d'étude en relation avec l'Ordonnance sur l'énergie (RSJU 730.11)	selon frais effectifs

4. Frais de permis et de la procédure de recours

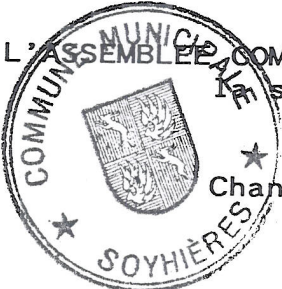
Au sens de l'art 54, al. 1 du DPC, les frais de procédure sont facturés au requérant; au sens de l'art. 54, al. 2 du DPC, ceux occasionnés par une opposition abusive sont mis à charge de l'opposant, selon frais effectifs.

Le règlement ainsi adopté en assemblée communale du 05 mars 1996, entre en vigueur dès son approbation par le Service des communes. Il est applicable aux demandes de permis de construire déposées postérieurement à son entrée en vigueur.

Soyhières, le 05 mars 1996

AU NOM DE L'ASSEMBLEE COMMUNALE
Le président
Noël Tièche

secrétaire
Chantal Moritz



Certificat de dépôt

La secrétaire communale soussignée certifie que le présent règlement a été déposé publiquement au secrétariat communal 20 jours avant et 20 jours après l'assemblée communale. Aucune opposition n'a été formulée durant le délai légal.

Soyhières, le 04 avril 1996

La secrétaire communale
Ch. Moritz





Delémont, le 3 juillet 1996

APPROBATION

No 1277 Commune municipale de Soyhières - Règlement sur les émoluments administratifs en matière de police des constructions

Le règlement communal susmentionné, adopté par l'assemblée communale de Soyhières le 5 mars 1996, est approuvé par le Service des communes de la République et Canton du Jura.

Le conseil communal est prié de publier l'entrée en vigueur du présent règlement dans le Journal officiel.

Le chef du Service des communes

Jean-Louis Sangsue



Copie : Juge administratif du district de Delémont
Service des constructions et des domaines